



Niches fiscales : un enjeu dans le débat présidentiel sur la fiscalité

Les niches fiscales ont un coût conséquent pour le budget de l'État estimé à 90 milliards pour 2017, ce montant, en hausse constante, est à mettre en regard de celui du déficit budgétaire de l'État (69,3 milliards d'euros en 2017).

Ces mesures dérogatoires à la loi fiscale sont souvent présentées comme des mesures indispensables pour l'économie tel le crédit impôt compétitivité emploi (CICE). Cependant pour être tout à fait objectif, l'évaluation de ces mesures devrait être faite en mettant en balance coût/efficacité. Or, il est toujours difficile d'évaluer les retombées économiques et sociales de telles mesures, les pouvoirs publics n'ayant jamais effectué une telle analyse...

Alors que le débat des élections présidentielles a déjà débuté dans le cadre notamment des primaires à droite et à gauche, il peut être bon de revenir sur les fondamentaux de la fiscalité.

La fiscalité est un outil économique et social. En effet, elle permet de participer à la redistribution des richesses, par le biais du financement de l'action publique, en ponctionnant sur les acteurs particuliers/entreprises en fonction de leurs capacités contributives.

Si ce principe doit être partagé par tous, il n'en demeure pas moins que les différents dispositifs mis en œuvre au cours des dernières décennies (favorisant les classes les plus aisées du côté des entreprises comme des ménages) pour agir tel ou tel levier se sont accumulés en laissant apparaître une nébuleuse fiscale de plus en plus opaque et illisible pour le citoyen. Cette opacité grandissante vient notamment de la complexité accrue de la fiscalité, complexité couplée à une iniquité fiscale qui remet de facto en cause le consentement à l'impôt de la part de l'ensemble des contribuables particuliers/entreprises..

Cette déliquescence du rapport des citoyens à l'impôt fragilise l'État social et participe de la fragilité démocratique.

Pour Solidaires Finances Publiques, la fiscalité doit être au centre du débat des mois à venir. Pour retrouver toute sa légitimité et son efficacité elle doit faire l'objet d'une réforme profonde afin de retrouver un juste équilibre entre l'ensemble des contribuables particuliers/entreprises, entre classes les plus riches et les autres. Dans le cadre de cette réforme les niches fiscales doivent être revues pour être soit refondues soit supprimées, et ce afin de laisser place à une loi fiscale simple (qui ne veut pas dire simpliste), compréhensible par tous et cohérente dans le temps afin d'avoir une stabilité et donc une visibilité.

Cette refonte fiscale tant attendue ne devra pas se limiter à une promesse électorale mais bien être mise en œuvre de façon concrète dès les premiers mois du nouveau quinquennat.